Objectifs assignés à la diplomatie malienne

a - 2005-04-06 15:56:21 **OBJECTIFS ASSIGNES A LA DIPLOMATIE MALIENNE**

1. Poursuivre le renforcement de la politique de bon voisinage et des relations bilatérales avec les autres pays d'Afrique non frontaliers du Mali et la promotion de la paix dans le monde.

Un des objectifs majeurs de notre diplomatie devra être, à cet égard, de renforcer la position éminente du Mali sur la scène régionale.

Cette perspective paraît d'autant plus s'imposer que les répercussions, notamment économiques, de la crise ivoirienne ont confirmé l'impérieuse nécessité pour le Mali de diversifier ses débouchés maritimes, de dynamiser et renforcer ses relations bilatérales avec les pays limitrophes et ceux du reste de l'Afrique.

De même, la sauvegarde de nos intérêts nationaux dicte à notre diplomatie de continuer à jouer un rôle actif dans la gestion des crises qui secouent l'Afrique et d'autres régions du continent.

A cet égard, notre diplomatie doit continuer d'être attentive aux différentes causes de conflits et de mésentente et de contribuer à leur solution en favorisant l'instauration de la confiance entre les pays de la sous-région (singulièrement entre pays membres de la CEDEAO) et l'instauration de la paix et la concorde en Afrique.

2. Promouvoir l'intégration économique de la sous-région, l'unité et le développement de l'Afrique.

Le Mali a joué un rôle moteur dans l'accélération du processus d'intégration en Afrique de l'Ouest, notamment dans le cadre de la présidence conjointe, durant deux ans, de la CEDEAO et de l'UEMOA.

Notre diplomatie continuera d'œuvrer à l'accélération de ce processus à travers, notamment, l'harmonisation des programmes, des institutions et de l'arsenal juridique, et continuera de jouer un rôle actif concernant les autres organisations sous-régionales, (OMVS, ABN, Liptako Gourma, CILSS, Cen-Sad.)

Le Mali ayant été un acteur majeur dans la création de l'Union africaine, notre diplomatie s'attachera à assurer la présence de maliens dans les organes de cette organisation.

Considérant le NEPAD comme une nouvelle opportunité pour le développement de l'Afrique, la diplomatie malienne s'emploiera à œuvrer pour que la communauté internationale engage les actions prioritaires suivantes :

- éliminer les obstacles à l'exportation des produits africains traités, semi-traités et agricoles ; (en particulier le coton) ;
- doubler l'aide publique au développement pour accroître l'investissement dans l'éducation, la santé et les infrastructures ;
- alléger la dette extérieure des pays africains.

3. Contribuer au développement économique et social du Mali

Le Mali est reconnu aujourd'hui comme un pays stable, démocratique et respectueux des droits de l'homme. Ce capital de confiance a permis à notre pays, au cours de la décennie écoulée, de mobiliser d'importantes ressources pour son développement à travers une dynamisation de la

coopération bilatérale et un renforcement de la coopération multilatérale.

A cet égard, les rapports avec les partenaires bilatéraux classiques seront consolidés et renforcés.

De même que seront poursuivis la recherche de nouveaux partenaires et le développement de nouveaux axes de coopération. Le renforcement continu de la coopération multilatérale sera poursuivi et amplifié.

Il faut se réjouir à cet égard de l'adhésion de l'ensemble des partenaires multilatéraux aux politiques et stratégies de développement du Mali, notamment lors de la conférence de table ronde de Genève de mars 2004.

La coopération hors l'Etat sera fortement encouragée, à travers, notamment l'intervention des organisations non gouvernementales et des collectivités.

Toutes ces actions gagneraient à trouver place dans une politique qui ajouterait aux attributions des missions diplomatiques et consulaires :

- la promotion économique du Mali ;
- l'appui au secteur privé malien ;
- la promotion de la coopération culturelle.

4 Assurer une gestion plus efficace et mieux coordonnée des fonctionnaires internationaux maliens.

La faible présence de cadres maliens dans la haute fonction publique internationale est un facteur limitant des moyens d'action et d'influence du Mali dans les organisations internationales.

Pour y remédier, il est prévu :

- de créer un « Groupe de travail sur les fonctionnaires internationaux » chargé de définir une politique susceptible de renforcer les moyens d'action et d'influence du Mali dans les organisations internationales ;
- de mettre en place au niveau du ministère des Affaires étrangères un Service /Division/Bureau des fonctionnaires internationaux qui assurerait :
 - la gestion d'un vivier de candidats ;
 - le traitement du dossier administratif des candidats retenus ;
 - le suivi des carrières des fonctionnaires et experts maliens en liaison avec les missions diplomatiques du Mali auprès des organisations internationales concernées.